Le Pérou et la Bolivie avancent délibérément vers l'intégration et la complémentarité

Mariana Álvarez Orellana

vendredi 12 juillet 2019, mis en ligne par Françoise Couëdel

Mardi 25 juin 2018.

Les présidents de la Bolivie et du Pérou, Evo Morales et Martín Vizcarra, ont signé le mardi 12 de la semaine dernière, douze accords et 92 engagements bilatéraux pour actualiser l'agenda commun, issu du Ve Cabinet binational qui s'est tenu dans la ville côtière péruvienne d'Ilo, afin d'assurer le bien-être de leurs populations et de favoriser l'intégration physique, productive et énergétique.

Evo Morales a affirmé, lors de l'inauguration du Ve Cabinet binational d'Ilo, qu'il souhaite que dans cette ville côtière s'installe un gigantesque port pour le Pérou, la Bolivie et le Brésil, qui consolidera le projet du Corridor ferroviaire bi-océanique d'intégration (CFB), grâce auquel naîtra un nouveau Quapaq Ñan avec la construction du chemin de fer bi-océanique. [1].

« Notre souhait est que nous ayons à Ilo un gigantesque port d'entrée et de sortie pour le Pérou, essentiellement pour la Bolivie et le Brésil. Nous envisageons une forte intégration […] c'est un projet qui suscite de grandes attentes de la part d'une grande partie de l'Amérique du Sud, et des nouvelles générations » a-t-il déclaré. Le Brésil a confirmé son désir de participer à ce projet, considéré aussi comme le Canal de Panamá du XXIe siècle.

De son côté le président péruvien Martín Vizcarra a souligné l'importance de cette nouvelle version de la réunion binationale et le fait que la réalisation de ce port ait lieu à Lio en raison de sa situation géographique et stratégique ; il a fait remarquer qu'un des objectifs est de préserver la « merveille naturelle du lac Titicaca, de veiller à son état et d'œuvrer à sa dépollution ».

Il a assuré aussi que les voies d'intégration sont multiples : la voie énergétique, la commerciale et la ferroviaire, cette dernière grâce à la consolidation du Corridor ferroviaire bi-océanique (CFB) qui reliera les océans Pacifique et Atlantique.

Au cours de la réunion quatre axes ont fait l'objet d'analyse. 1) l'environnement et les ressources hydriques transfrontalières 2) la sécurité et la défense. 3) le développement économique et social, les questions culturelles et éducatives et le renforcement institutionnel. 4) les infrastructures pour l'intégration et le développement.

Fruit de l'élaboration de ces quatre axes nous sommes finalement parvenus à 92 engagements que nous devons ensemble concrétiser pour répondre aux 12 accords extrêmement importants, a dit Vizcarra.

La déclaration finale, les engagements

Dans la déclaration finale, les mandataires se sont félicités des avancées concernant le respect des accords du Plan d'action de Cobija, souscrit le 3 septembre 2018, ils ont réaffirmé leur ferme engagement et la priorité primordiale de renforcer la coopération bilatérale pour recouvrer les équilibres environnementaux sur l'altiplano péruvien et bolivien et préserver sa diversité biologique, grâce à la gestion intégrée des ressources hydriques du système du lac Titicaca, Río Desaguadero, Lago Poopó et Salar de Coipasa (TDPS).

Ils ont souligné l'importance de l'adjudication, le 29 avril 2019, par le gouvernement du Pérou, de la concession « Système de traitement des eaux résiduelles du bassin du lac Titicaca » qui prévoit la construction de 10 stations de traitement des eaux résiduelles (PTAR) dans la région de Puno, ce qui contribuera à réduire le niveau de pollution.

Ils ont également mis en avant l'avancée de l'application du Programme d'assainissement du lac Titicaca de la part de la Bolivie, grâce à l'adjudication de 12 stations de traitement des eaux résiduelles, dans la liste des mesures qui vont contribuer à réduire la pollution du lac. Ces initiatives bénéficieront à quelque trois millions de personnes des deux pays.

La Bolivie et le Pérou ont condamné fermement l'exploitation minière illégale en raison de l'impact négatif au niveau social, environnemental et sanitaire qu'elle engendre sur la population des deux pays, ils ont décidé de mener des actions conjointes urgentes pour la combattre dans les bassins des fleuves Suches et Madre de Dios, grâce à l'élaboration de Plans binationaux de gestion. Ils ont aussi décidé d'œuvrer ensemble à l'assainissement du fleuve Madre de Dios afin de garantir le droit à ses ressources hydriques et piscicoles.

Les deux pays ont souligné aussi l'importance de renforcer l'intégration énergétique entre le Pérou et la Bolivie, avec le ferme engagement de favoriser l'interconnexion du gazoduc Bolivie-Pérou, grâce au gazoduc vers le sud (Projet péruvien SIT Gaz en construction pour amener le gaz naturel aux régions du sud du Pérou), dans le but de faciliter l'exportation future de GNL de la Bolivie, par le port d'Ilo, vers les marchés d'Asie.

Ils ont manifesté aussi la volonté de réaliser un projet de commercialisation du GLP pour fournir les populations péruviennes de la zone du sud Pérou, à des prix compétitifs pour le consommateur, avec la participation de l'entreprise d'État bolivienne YPFB [2], en s'associant ou non.

Le Pérou a fait preuve d'un esprit de solidarité et de compréhension pour ce qui touche à l'isolement maritime dont souffre la Bolivie ; celle-ci a souligné les actions et les efforts réalisés par le gouvernement péruvien pour faciliter le transit douanier international des marchandises boliviennes, soulignant les investissements de ce gouvernement dans des infrastructures afin d'améliorer la capacité opérationnelle du Port d'Ilo, qui s'accompagnent de règles de cabotage, qui faciliteront l'accostage de bateaux de plus grande capacité [3].

Ces deux pays ont décidé d'unir leurs efforts pour que les institutions compétentes de chaque pays permettent l'accès à la fourniture d'électricité de façon soutenable, à des populations rurales frontalières et ont souligné l'importante expérience de développement de relations socio-productives transfrontalières, raison pour laquelle ils ont crée une instance binationale pour la coordination et le suivi des plans et des projets dans la Zone d'intégration frontalière ainsi qu'un mécanisme de financement.

Les présidents ont souligné la décision de la Bolivie de construire le Centre binational d'attention frontalière (CEBAF) extrême-San Lorenzo, qui facilitera l'intégration du secteur amazonien frontalier. Dans le même sens ils ont convenu de réaliser des études pour la viabilité, concernant le Pérou, du CEBAF Thola Kollo, et l'achèvement de la route Tacna-Collpa-La Paz qui permettra le développement de la zone haute andine frontalière et constituera un axe supplémentaire de l'intégration physique binationale.

Le Pérou et la Bolivie ont décidé d'approfondir leur échange d'expériences en matière de développement du système de transport urbain de masse, qui comprend la modalité de transport par câble ou téléphérique, transport sûr, efficace, soutenable et qui facilite l'inclusion sociale.

Morales et Vizcarra ont souligné l'importance de la coopération pour prévenir la délinquance transnationale organisée et pour lutter en particulier contre les organisations qui se livrent au narcotrafic, au trafic d'armes, de munitions, d'explosifs, à l'exploitation minière et au déboisement illégaux, à la traite et au commerce de personnes, au vol de véhicules, et aux délits de droit commun à la frontière, en renforçant également la coopération judiciaire.

En outre, ils ont convenu de l'importance des efforts réalisés pour mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des petites filles et de renforcer la lutte contre la violence de genre, ce qui suppose l'échange d'informations et d'expériences, afin de contribuer à garantir les droits des femmes et des populations vulnérables.

Ils ont mis en avant la ratification express et l'entrée en vigueur de l'Accord de reconnaissance des Titres professionnels et des Diplômes académiques de l'Éducation supérieure universitaire, ce qui permettra de valider les certificats, les titres et grades universitaires de l'éducation supérieure, reconnus officiellement par les systèmes éducatifs des deux pays, par l'intermédiaire de leurs organismes officiels respectifs.

Les mandataires ont reconnu l'importance que représente l'industrie cinématographique pour la diffusion de la culture des deux pays, ainsi que la portée des expériences réussies dans le domaine de la conservation et de l'exposition du Patrimoine culturel archéologique des musées, dans le but de promouvoir leur protection et leur conservation comme héritage pour les générations futures.

Ils ont réaffirmé la nécessité de renforcer la coopération pour ce qui est de la prévention et de la lutte contre le trafic des biens culturels et ont convenu de l'importance de former les populations et les autorités sur les frontières des deux pays à la lutte contre ce délit international.

Morales et Vizcarra ont célébré l'« Année internationale des langues indiennes ». Le propos est d'attirer l'attention sur la perte des langues indiennes et la nécessité de les conserver, les revitaliser, et les diffuser au niveau national et international. Ils ont annoncé la tenue prochaine du Congrès régional sur les langues indiennes pour l'Amérique latine et la Caraïbe, en septembre prochain, dans la ville péruvienne de Cuzco, avec l'objectif de les promouvoir et de les protéger pour améliorer les conditions de vie de ceux qui les parlent et les pratiquent.

Il est bon de souligner que les mandataires ont reconnu l'importance de continuer à impulser les processus d'intégration régionale pour le bénéfice des peuples et, dans ce contexte, ils ont loué les efforts déployés par la Bolivie, en charge de la Présidence Pro tempore de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), pour sa volonté de promouvoir le processus de réflexion sur l'avenir de l'organisation et d'établir un agenda précis, consensuel, qui réponde aux attentes de ses membres.

Mariana Álvarez Orellana est une anthropologue, enseignante et chercheuse péruvienne, analyste associée au Centre latino-américain d'analyse stratégique (CLAE, www.estrategia.la)

Traduction française : **Françoise Couëdel**

Source (espagnol) :
http://estrategia.la/2019/06/25/peru-y-bolivia-dan-pasos-firmes-para-la-integracion-y-complementacion.

Notes

[1] Ce grand réseau de routes de communication, de commerce et de défense parcourt plus de 30 000 km. Construit par les Incas sur plusieurs siècles et en partie basé sur une infrastructure pré-inca, ce réseau extraordinaire traversant l'un des terrains géographiques les plus difficiles du monde relie les sommets enneigés des Andes (à plus de 6 000 m) à la côte en passant par des forêts tropicales humides, des vallées fertiles et des déserts. Le Qhapac Ñan qui a atteint son extension maximale au XVe siècle s'étendait sur toute la longueur et la largeur des Andes (source : Wikipedia) – NdT.

[2] Pour *Yacimientos petrolíferos fiscales de Bolivia*, en français : « Gisements pétroliers fiscaux de Bolivie » – NdT.

[3] La loi de cabotage, fruit des négociations entre le Pérou et la Bolivie, permet à des bateaux de faible tonnage de transporter des charges en plus petite quantité depuis le grand port d'El Callao vers le port d'Ilo, et à moindre coût – NdT.